LES NÉGOCIATIONS SONT MENÉES PAR MOHAND AMOKRANE CHÉRIFI

Le FFS dans la prochaine alliance présidentielle ?

Le Front des forces socialistes de Hocine Aït Ahmed intégrera la prochaine alliance présidentielle «et ce, quel que soit le futur président». C'est ce que nous révèle une source très bien informée. Les négociations qui avaient atteint leur phase concrète en mai 2011, ont abouti à un accord, bien entendu secret, entre les décideurs et le FFS et ce, avant même la tenue du dernier congrès du parti fin mars dernier.

Photo : Samir Sid

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans une première étape, les négociations ont porté, en mai 2011, sur la participation du FFS aux dernières élections de mai 2012. C'était au cours d'un séjour secret de Hocine Aït Ahmed où il rencontrait Abdelaziz Bouteflika et un autre responsable de premier plan. Les premiers accords ont donné lieu à ce que tout le monde connaît aujourd'hui : la participation du FFS aux législatives en contrepartie d'un quota d'une trentaine de sièges à l'APN, en plus d'autres avantages. Il était question également d'une participation du FFS au gouvernement. Or, les deux parties ne se sont pas entendues sur le nombre ainsi que la nature des portefeuilles qui devaient revenir au parti de Aït Ahmed. Cela n'empêchera pas les négociations de reprendre. Et dans cette seconde phase, c'est Mohand Amokrane Chérifi qui prendra le relai. Ancien ministre du Commerce sous Chadli, Chérifi qui est par ailleurs expert au niveau du Pnud (Programme des nations-unies pour le développement) a toujours été l'un des intermédiaires privilégiés entre le patron du FFS et le pouvoir. «Ce n'est pas par hasard qu'Aït Ahmed a désigné Chérifi comme membre du présidium qui dirige le parti depuis le dernier congrès» affirme notre source. «C'est lui qui a mené les négociations avec les décideurs, ces derniers mois. Des négociations bien sûr secrètes. Les deux parties ont convenu, c'est une certitude, d'abandonner l'option d'une intégration du gouvernement avant les prochaines élections présidentielles préférant aller vers un accord politique plus large. Il est, désormais, acquis que le FFS sera intégré, en tant que membre plein, de la prochaine alliance présidentielle et ce, quel que soit le futur président de la République». Chérifi est, par ailleurs, régulièrement reçu par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, ces derniers mois. Le pouvoir fera ainsi jouer au FFS, le même rôle que le PT de Louisa Hanoune, pourtant soutien indéfectible de Abdelaziz Bouteflika, qu'il avait toujours refusé d'assumer. Il servira ainsi de caution «démocratique» pour le futur locataire du palais d'El Mouradia qui aura, comme c'est la tradition depuis Zeroual, à s'appuyer sur une alliance comprenant également des «nationalistes» et des «islamistes».

En réalité, le FFS a déserté le camp de l'opposition depuis des années. Lorsqu'il n'ose pas appuyer publiquement Bouteflika, il le fait à sa manière : ne prenant position sur aucune question nationale ! Lorsque, en début 2011, l'opposition démocratique occupait la rue, même sans grand succès, le FFS n'avait-il pas , publiquement de surcroît, dénoncé le recours aux… marches comme mode d'expression politique ? Lorsque Bouteflika «invitait» les partis qui le souhaitent à organiser des «manifestations politiques» à l'intérieur des salles que les autorités se disaient prêtes à mettre à leur disposition, le FFS était le premier parti à répondre favorablement par un «meeting» à la salle Atlas de Bab El Oued à Alger. La participation du FFS aux législatives de mai 2012 et que nous annoncions du reste sur ces mêmes colonnes une année auparavant n'était, en fait, qu'une étape de ce processus d'intégration «en douce» de l'alliance présidentielle. Pour preuve supplémentaire, le dernier congrès du parti, fin mars dernier, avait complètement «ignoré» la situation politique domestique ! Il n'y en avait que pour le... Sahel !

K. A.

La transition permanente

L'heure est grave. Un mandat d'arrêt international est lancé contre un ancien ministre de la République, et non des moindres. Il s'agit de M. Chakib Khelil qui durant 10 ans, soit pendant deux mandats présidentiels, il était en charge du ministère de l'Energie et des Mines. Il avait la responsabilité d'un secteur générant 97% des devises du pays. La télévision algérienne ouvre son journal télévisé de 20 heures par la conférence de presse du procureur d'Alger qui annonce l'émission de neuf mandats d'arrêt internationaux. Du jamais vu ! Les médias lourds s'y mettent à leur tour. Rappeler que Chakib Khelil a failli devenir Premier ministre, situe fort bien le tsunami politique qui touche l'Algérie. On ne parle plus d'indélicatesses de certains responsables, souvent subalternes mais d'une corruption organisée voire systémique. Le président de la République se doit de réagir. Il convoque son Premier ministre, une caméra immortalise cette prise en main énergique. Il met sa tenue de combat, une robe de chambre élégante, sombre aux revers satinés. C'est dans une tenue identique qu'il avait déjà reçu le même Premier ministre et le Chef d'état-major aux Invalides pour donner des directives. Pour les grandes occasions, Bouteflika met une belle robe de chambre comme d'autres portent leur plus beau smoking pour écouter l'opéra de Wagner, le crépuscule des dieux, en trois actes. Le troisième acte du règne présidentiel semble être aussi ténébreux.

Les mandats se suivent mais ne se ressemblent pas. Désigné président en 1999, Bouteflika présente un projet phare : la réconciliation nationale, axe central de la transition post-décennie noire. En 2004, le second mandat déclenche la démission du feu général Mohamed Lamari. Ainsi le président réélu récupère tous les pouvoirs alors délégués au commandement militaire. Bouteflika assoit et élargit son autorité. La transition du pouvoir se poursuit mais en sa faveur. Seulement, il connaît lors de l'acte deux de son règne un premier séjour médical au Val-de-Grâce. Afin de maintenir son pouvoir indéfiniment transitoire bien que légèrement perturbée par un problème de santé, le premier magistrat concentre son énergie pour modifier la Constitution afin de délimiter le nombre de mandats présidentiels. L'alternance n'est plus à l'ordre du jour car la transition s'éternise. Acte trois, sur le papier, Bouteflika dispose de tous les pouvoirs, depuis l'actualisation de la Constitution, mais les premiers scandales, autoroute Est-Ouest, Sonatrach I, provoquent un remaniement qui fissure la garde rapprochée du président. Jusqu'alors le président choisissait ses plus proches collaborateurs en s'inspirant de Kafka (Le Château) : «Tu n'es pas du château, tu n'es pas du village. Tu n'es rien.» Le château se vide, le village de plus en plus fantôme. Crépuscule des dieux ? Pourtant, Bouteflika, avec les soubresauts du printemps arabe, est devenu dans la tourmente régionale, un facteur de stabilité au point où la réflexion pour un quatrième mandat paraît comme une fatalité. La transition devient permanente comme la révolution théorisée par Karl Marx : elle ne doit pas s'arrêter tant qu'elle n'atteint pas tous ses objectifs. Dans les deux cas, le but est identique : contrôle absolu sur le pouvoir.

La Constitution même complaisamment modifiée règle un grand nombre de problèmes d'ordre institutionnel mais pas ceux liés à la santé. Mais, jusqu'à présent, à l'abri du printemps arabe, l'Algérie se dresse comme un rocher sur lequel se briseront, peut-être, encore les islamistes et accessoirement les démocrates. Pourquoi ? Entre la démocratisation et la stabilité, Alger opte pour la transition permanente. Soit un immobilisme aussi sophistiqué que le «moonwalking», ce mouvement de danse en pas glissé où l'artiste recule en donnant l'impression qu'il avance. Il est donc temps de cesser de parler de transition et réfléchir en termes de rupture. Le poste n'est pas encore vacant mais la succession est inéluctable. Hormis les candidatures farfelues, les postulants les plus plausibles gardent encore le silence. Peu à peu, le Premier ministre, pourtant affilié à aucun parti politique, se présente insidieusement comme le garant

Par Naoufel Brahimi El Mili

de la continuité, vocable synonyme d'immobilisme. Abdelmalek Sellal en a les qualités requises. L'indépendance n'est pas la qualité susceptible de figurer en haut de la liste. Ministre de l'Hydraulique, il avait ouvert le robinet des contrats fructueux. Le monde des affaires ne lui sera donc pas hostile. Pour le moment, il sillonne le pays et va à la rencontre des Algériens qu'il peut parfois séduire tant qu'il ne s'exprime pas en arabe. Le Premier ministre ne tardera donc pas à montrer ses muscles, sans doute inspiré par la poignée de main (et pourquoi pas les idées) échangées avec Arnold Schwarzenegger.

N. B. El.-M.